



DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N°2025_051

Séance du 1^{er} décembre 2025

Le 1^{er} décembre deux mille vingt-cinq à 14h, le Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale, légalement convoqué, par avis individuel, s'est réuni au siège du Centre de Gestion de la Lozère, 11, boulevard des Capucins, 48 000 Mende.

Nombre d'administrateurs en exercice : 20

Date de l'envoi de la convocation le 06/11/2025

Etaient présents :

Messieurs : **BOUNIOL Lionel**, Maire de Bourgs sur Colagne ; **COLLANGE Jean-François**, Adjoint au Maire de Langogne ; **CHMIEL Alain**, Maire de Gorges du Tarn Causses ; **ITIER Jean-Paul**, Maire de St léger de Peyre ; **MALAVIEILLE Christian**, Maire Délégué de Javols ; **MARTIN Philippe**, Maire de Balsièges ; **SUAU Laurent**, Adjoint au Maire de Mende.

Mesdames : **HUGON Christine**, Maire de Saint Chély d'Apcher ; **GAILLAC Josette**, Maire de Bassurels ; **MINET-TRENEULE Elizabeth**, Adjointe au Maire de Mende.

Etaient excusés :

Messieurs : **ASTRUC Alain**, Maire de Peyre en Aubrac ; **BEAURY Pascal**, Maire de Mont-Lozère et Goulet ; **BRUGERON Jean-Noël**, Maire du Malzieu-Ville ; **BAYLE Régis**, Conseiller régional de la Région Occitanie ; **COUDERC Henri**, Président de la CC Gorges Causses Cévennes ; **JACQUES Jérôme**, Adjoint au Maire de Chanac ; **POURQUIER Jean-Paul**, Maire du Massegros Causses Gorges ; **SAINT LEGER Francis**, Président de la Communauté de Communes Randon-Margeride.

Mesdames : **BREMOND Patricia**, Maire de Marvejols ; **MAILLOLS Aurélie**, Conseillère régionale de la Région Occitanie.

Assistaient également madame **ABINAL Emmanuelle**, Directrice du Centre de Gestion et madame **MOUTAILLER Céline**, Directrice Adjointe.

Monsieur **ASTRUC Alain** donne pouvoir à Monsieur **SUAU Laurent**, Adjoint au Maire de Mende.
Monsieur **BREMOND Patricia** donne pouvoir à Monsieur **ITIER Jean-Paul**, Maire de St léger de Peyre

Le Président procède à la nomination d'un secrétaire, pris dans le sein du Conseil. Monsieur Jean-Paul ITIER ayant été désigné pour remplir ces fonctions, les a acceptées. Monsieur le Président a ouvert la séance. Le quorum étant atteint, l'assemblée peut valablement délibérer.

CREATION DE POSTE POUR LES FONCTIONS D'ARCHIVISTE ITINERANT

Le Président présente à l'assemblée :

Vu le Code Général de la Fonction Publique (notamment l'article L.313-1),

Vu le décret n°2011-1642 du 23 novembre 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine,

Vu le tableau des effectifs existant,

Afin de professionnaliser le poste d'archiviste itinérant du centre de gestion, et en cohérence avec le niveau attendu des compétences pour ces missions, en adéquation avec la réussite à un concours d'un agent, il conviendrait de créer un emploi permanent d'assistant territorial de conservation du patrimoine à temps complet (36 heures 30 par semaine).

Le Président propose :

DE CREER de créer un emploi permanent d'assistant territorial de conservation du patrimoine à temps complet (36 heures 30 par semaine), à compter du 1er janvier 2026 et propose que le comité social territorial soit alors saisi sur l'éventuelle suppression d'un poste d'adjoint du patrimoine devenu superflu au tableau des emplois.

Le Conseil d'Administration, après avoir délibéré, décide à l'unanimité :

DE CREER de créer un emploi permanent d'assistant territorial de conservation du patrimoine à temps complet (36 heures 30 par semaine), à compter du 1er janvier 2026 et propose que le comité social territorial soit alors saisi sur l'éventuelle suppression d'un poste d'adjoint du patrimoine devenu superflu au tableau des emplois.

Cet emploi pourra éventuellement être pourvu pour l'exercice des fonctions décrites par un agent non titulaire dans les conditions de l'article L332-8 (2°) du Code Général de la Fonction Publique, sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le présent code. Son niveau de recrutement serait alors fixé à minima au niveau 4 (Bac) et le niveau de rémunération défini en référence à l'indice majoré afférent à l'un des cinq premiers échelons du grade susvisé au moment de la signature du contrat.

Pour extrait conforme,
Mende, le 1^{er} décembre 2025

Le secrétaire de séance,

Jean-Paul ITIER

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification, d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal administratif de Nîmes, 6 Av. Feuchères, 30000 Nîmes, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.



Le Président,

Laurent SUA

